

Communiqué du 2 octobre 2026

Nous, personnels du lycée Joliot-Curie à Nanterre réunis en assemblée générale à 10h ce matin, souhaitons condamner avec la plus grande fermeté la violence des interventions policières lors des journées de mobilisation lycéenne, les mercredi 30 septembre et jeudi 1er octobre 2026 à Nanterre.

La première journée a été marquée par l'usage immédiat de moyens offensifs et disproportionnés pour empêcher la mobilisation lycéenne. Des lanceurs de balles de défense ont directement été pointés vers les élèves et les adultes présents. De ce fait, ces derniers avaient demandé à la direction du lycée que les forces de l'ordre ne soient pas présentes aux abords de l'établissement jeudi. À raison, puisque leur absence a permis à la mobilisation lycéenne de se dérouler dans le calme entre 7h30 et 10h.

Malheureusement, la préfecture a décidé de ne pas fermer totalement à la circulation l'avenue Joliot-Curie qui longe l'établissement. Cette décision a mis en danger les très nombreux élèves, parents d'élèves, personnels, élus municipaux et nationaux, employés de la mairie. Certains ont failli être renversés par les voitures continuant à circuler sur l'avenue. Ainsi, la présence des élèves sur la voie publique a justifié une intervention tout à fait démesurée des forces de l'ordre. Une ligne de policiers armés de matraques télescopiques, boucliers et lanceurs de balles de défense a pris position sur l'avenue face aux adolescents. Les nombreux adultes présents ont formé un cordon entre les forces de police et les jeunes.

Alors que tout le monde était immobile, les forces de l'ordre ont avancé sur la foule, sans sommation ni aucune forme de communication. Les adultes ont essayé de faire reculer les jeunes et ont subi une charge violente, au pas, boucliers en avant, des forces de police. Un élu de la mairie de Nanterre a été matraqué à plusieurs reprises. Les adultes ont été poussés violemment. Un policier a même mis son avant-bras sur la gorge d'un enseignant pour qu'il recule. Des insultes et des menaces ont plu sur les adultes: "c'est toi que je vais taper", "bande de salopes" etc.

Simultanément, plusieurs véhicules de la BRAV-M se sont déployés à l'arrière des jeunes, suscitant des mouvements de foule terrifiés. C'est, à notre connaissance, la première fois que cette unité de répression de l'action violente est déployée lors d'une mobilisation lycéenne à Nanterre. Un niveau de répression inédit est atteint, tant à l'échelle locale que nationale.

Au cours de cette mobilisation, un élève mineur scolarisé au lycée a fait l'objet d'une interpellation très violente : il a été plaqué au sol par deux fonctionnaires de police, dont l'un s'est assis sur lui comme en témoignent de nombreuses vidéos. Nous sommes obligés de constater que, de manière systématique, les lycéens des quartiers populaires doivent faire face à un niveau particulièrement élevé de répression.

Nous peinons à trouver les mots pour exprimer le choc et la sidération ressentis face à l'action des forces de l'ordre. Face à cette violence, nous exprimons notre soutien à nos élèves et à l'ensemble des lycéens qui se mobilisent pour de légitimes revendications. Nous tenons en effet à rappeler que les élèves mobilisés sont des adolescents très majoritairement mineurs. La préfecture et les forces de l'ordre choisissent délibérément de l'ignorer.

Nous sommes tout autant choqués par l'absence de respect et la violence subie par des élus de la République et des fonctionnaires représentant eux aussi l'État. Nous rappelons que les enseignants présents aux côtés des élèves ne font qu'exercer leur fonction telle qu'elle est définie dans [l'article L121.1 du code de l'Éducation](#).

Avec émotion et colère, nous exigeons :

- la reconnaissance des violences policières subies par les jeunes mobilisés et les adultes présents à leurs côtés par le ministère de l'intérieur
- une condamnation publique et claire des violences policières par le ministère de l'Éducation Nationale
- l'absence des forces de l'ordre à proximité du lycée Joliot-Curie lors des prochaines journées de mobilisation
- une sécurisation des abords du lycée par la fermeture de l'avenue Joliot-Curie
- que les revendications légitimes des lycéens soient enfin entendues. Elles doivent donner lieu à des solutions concrètes, construites dans le dialogue. Quant à nous, cela fait maintenant des années que nous dénonçons la dégradation continue du service public d'éducation. Comment s'étonner de la colère lycéenne actuelle ?